



NIGER
COMPTE ANNUEL
DECEMBRE 2025

RÉPUBLIQUE DU NIGER

Fraternité - Travail - Progrès

MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Etablissement Public à Caractère Administratif

Direction de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques

ECONOMIE



COMPTES ECONOMIQUES DE LA NATION DEFINITIFS 2022 ET REVISES 2016-2021





AVANT-PROPOS

La présente publication de l’Institut National de la Statistique (INS) est consacrée aux comptes économiques de la nation définitifs 2022 et révisés 2016-2021. La méthodologie d’élaboration des comptes nationaux utilisée au Niger s’inspire des recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies de 2008 (SCN 2008). Quelques précisions méthodologiques figurent dans ce document.

Cette édition comporte les principaux tableaux sur le Produit Intérieur Brut (PIB), des tableaux de synthèse et divers agrégats macroéconomiques.

L’INS exprime ses remerciements aux acteurs du Système Statistique National (SSN), ainsi qu’aux structures et institutions (ministères, organismes et entreprises) pour leur franche collaboration lors de la collecte de données statistiques qui ont servi de base à l’établissement de ces comptes économiques. L’Institut les encourage à poursuivre et à renforcer cette collaboration, en vue

d’améliorer, non seulement la qualité des données, mais aussi de réduire les délais de la mise à disposition aux utilisateurs des informations statistiques consolidées, très utiles pour le processus de prise des décisions.

Malgré qu’il soit établi sur la base des sources les plus fiables disponibles et qu’il ait bénéficié de minutieux contrôles par les services de l’Institut, ce document pourrait contenir des erreurs matérielles. Aussi, l’INS accueillerait-il volontier toutes observations, remarques et suggestions complémentaires, qui permettront d’améliorer la qualité des prochaines éditions.

Souleymane ALZOUMA

Directeur Général par intérim de l’Institut National de la Statistique

SIGNALTIQUE



agriculture



climatologie



commerce



conditions de vie des ménages



conjoncture



économie



éducation



élevage



emploi et revenus



énergie



environnement



habitat



industrie



justice



nutrition



population



poste et télécommunications



santé



services



société



territoire



tourisme



transports

OURS

Unité responsable : Division des Comptes Nationaux

Directeur de publication : Monsieur Souleymane ALZOUMA, Directeur Général pi de l'INS ;

Directeur de publication adjoint : Monsieur Moussa MAMAN HASSAN, Secrétaire Général pi de l'INS ;

Directeur de Rédaction : Monsieur Issaka AMADOU MAMANE, Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques (DCNCEE).

Chargés de la rédaction :

Chef de la Division des Comptes Nationaux (DCN) : Monsieur Mahamane Bachir SADOU

Chef du Service des comptes du secteur moderne : Docteur Boureima ISSA GUIRE

Cheffe du Service des comptes des secteurs primaire et informel : Madame TASSIOU Mariama ALHADO

Cadres :

Monsieur Abdou-Salam MAAZOU ICHAOU

Monsieur Aboubacar SAIDOU BOUREIMA

Madame ABDOU Halimatou ISSA IBRAHIM

Monsieur Djibrilla OUMAROU ANGOULA

Monsieur Sofiani BOUKARI

Monsieur Yayé SOUMANA

Monsieur Mamane LEHIDA ANDI

Monsieur Abdoul Aziz HAMADOU

Monsieur Kassimou ABDOULAYE KORAOU

Monsieur Oukachatou SANI SALIFOU

Monsieur Abdoul Nasser ABDOULAYE TCHIAMBOU

Monsieur Awalou MALAM ISSAKA ABDOU

Chargés de collecte, de la saisie et du traitement des données :

Monsieur Maalik SOUMAILA ABDOU SALAMI

Madame Ramatou SALIFOU SEYNI

Monsieur Moussa INOUSSA BACHIROU

Monsieur Adamou BOUBACAR BEYAMINOU



SIGLES ET ABREVIATIONS

AFRISTAT	Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne
APU	Administration Publique
BCEAO	Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CCF	Consommation de capital fixe
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CF	Consommation Finale
CI	Consommation Intermédiaire
CITI	Classification Internationale Type par Industrie
DSF	Déclaration Statistique et Fiscale
ENESI	Enquête Nationale sur l'Emploi et le Secteur Informel
ERE	Équilibre Ressources Emplois
ERI-ESI	Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel
FBCF	Formation Brute de Capital Fixe
FMI	Fonds Monétaire International
INS	Institut National de la Statistique
ISBLSM	Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages
NCA	Non Classé Ailleurs
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PP	Points de Pourcentage
RDM	Reste du Monde
RGP/H	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RNB	Revenu National Brut
SCN	Système de Comptabilité Nationale
SIFIM	Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesuré
SNF	Société Non Financière
SSN	Système Statistique National
TCEI	Tableau des Comptes Economiques Intégrés
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'État
TRE	Tableau des Ressources et des Emplois
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
VAB	Valeur Ajoutée Brute



SOMMAIRE

Avant-propos	i
Sigles et Abréviations	iii
Sommaire	v
Avertissement.....	ix
Précisions methodologiques.....	x
1. Cadre conceptuel.....	x
2. Migration des Comptes Nationaux de Excel vers ERETES.....	x
3. Consolidation des Comptes Nationaux Annuels 2015-2024.....	xi
4. Contenu du document	xi
5. Travaux de mise en œuvre du scn 2008 et de changement d'année de base.....	xii
6. Retropolation de la série des comptes nationaux	xiii
7. Difficultés et limites du document	xiv
I. Synthese de l'activite economique	1
1.1 Environnement économique international	1
1.2 Situation économique nationale	2
1.2.1 Produit intérieur brut par secteur d'activité économique.....	3
<i>a. Forte croissance du secteur primaire.....</i>	<i>3</i>
<i>b. Reprise de la croissance du secteur secondaire</i>	<i>4</i>
<i>c. Augmentation du rythme de la croissance du secteur tertiaire</i>	<i>5</i>
<i>d. Legere augmentation du taux de croissance des impôts et taxes sur les produits</i>	<i>6</i>
1.2.2 Emplois du Produit Intérieur Brut.....	6
<i>a. Hausse de la consommation finale.....</i>	<i>6</i>
<i>b. augmentation du taux de croissance de l'investissement</i>	<i>6</i>
<i>c. Deteriotation du deficit du commerce exterieur</i>	<i>6</i>
Remerciements	10
Annexes : serie des comptes nationaux annuels 2016-2022.....	12
Glossaire des principaux termes utilisées.....	28



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel par secteur d'activité	3
Tableau 2 : Taux de croissance des branches du secteur primaire (%)	4
Tableau 3 : Taux de croissance des branches du secteur secondaire (%).....	5
Tableau 4 : Taux de croissance des branches du secteur tertiaire (%)	5
Tableau 5 : Taux de croissance des emplois du PIB (%)	7

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Importance des secteurs par rapport au PIB (%)	3
--	---

LISTE DES ANNEXES

Tableau annexe 1: Produit Intérieur Brut par secteur institutionnel (en millions de FCFA)	14
Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)	15
Tableau annexe 3 : PIB par branche d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)	17
Tableau annexe 4 : PIB par secteur d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)	19
Tableau annexe 5 : PIB par secteur d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)	20
Tableau annexe 6: Emplois du Produit intérieur brut ou optique dépense (en millions de FCFA)	21
Tableau annexe 7 : Produit intérieur brut nominal selon l'optique revenu (en millions de FCFA)	22
Tableau annexe 8 : Taux de croissance du PIB par secteur d'activité et déflateurs (%)	23
Tableau annexe 9 : Déflateurs du PIB par secteur d'activité (%)	24
Tableau annexe 10 : Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs (%)	25
Tableau annexe 11 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique production)	26
Tableau annexe 12 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique dépense)	27



COMPTE ECONOMIQUES DE LA NATION



AVERTISSEMENT

Dans le cadre de l'amélioration des statistiques produites, l’Institut National de la Statistique (INS) a mené, au cours de la période allant de 2016 à 2019, des travaux de rénovation des comptes nationaux. L’objectif est de procéder au rebasage des comptes nationaux passant de la base 2006 à la base 2015 afin de prendre en compte le SCN 2008 et les changements dans la structure de l’économie. Une série des comptes a été produite sur la base 2015 puis elle a été retropolée à partir de l’ancienne série en remontant jusqu’en 2000. Depuis 2022, les missions d’AFRISTAT et autres missions techniques ont recommandé à l’INS d’élaborer les comptes en passant de la base fixe (c'est-à-dire au prix de l’année de base) à la base mobile (c'est-à-dire en volume, au prix de l’année précédente) conformément aux recommandations du SCN 2008.

Afin de s’aligner davantage sur les recommandations des Nations Unies en matière d’élaboration des comptes nationaux et être en phase avec les pays de la sous-région (UEMOA), l’INS a entrepris, depuis septembre 2023, des travaux de production de la série des comptes nationaux (2015-2022) sur ERETES. En outre, la mission d’AFRITAC de l’Ouest d’octobre 2024 a recommandé de consolider les séries des comptes et les rendre plus cohérentes dans leurs évolutions. La prise en compte de cette recommandation a révélé la nécessité de réviser la série des comptes au moins sur la période de 2015 à 2022 qui correspond à la série produite avec 2015 comme année de base. Ce qui nous amène à la présente série révisée.

L’établissement des comptes nationaux en volume crée une difficulté de comparabilité des années consécutives. Pour résoudre ce problème, il est recommandé de produire les comptes en volume chainé au prix d’une année de base, en l’occurrence 2015. Cette procédure consiste à extrapoler les comptes en année de base (2015) par des indices de volume annuel, en enchainant, jusqu’à l’année courante (2024). Dans ce cas, les données annuelles deviennent comparables. Cependant, l’inconvénient de la méthode de chainage est qu’elle ne respecte pas la propriété d’additivité induisant une perte d’additivité des composantes des agrégats économiques. C'est dire que la somme des composantes en volume chainé ne donne pas la valeur totale de l’agrégat en volume chainé. Dans le respect du critère de transparence des comptes nationaux, nous faisons apparaître une ligne « écart statistique » qui correspond à la différence entre l’agrégat et l’addition de ses composantes en volume chainé.

Ces travaux s’inscrivent, dans la ligne directrice que l’INS s’est fixée qui consiste à produire et à fournir aux utilisateurs des statistiques fiables, aussi exhaustives que possible, mises à jour et de meilleure qualité.

A l’issue des travaux de révision de la série des comptes, des différences de données seront constatées compte tenu du changement de la méthodologie. Les travaux de révision de la série vont se poursuivre avec la retropolation de cette série à partir de la série déjà retropolée base 2015.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

1. CADRE CONCEPTUEL

La méthodologie d'élaboration des comptes nationaux au Niger repose sur les recommandations du Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies (SCN 2008). À partir de 2019, les comptes nationaux du Niger sont établis suivant le SCN 2008 avec la publication des premiers résultats sur la nouvelle base 2015.

La nomenclature des activités économiques au Niger est adaptée aux nouvelles nomenclatures des États membres d'AFRISTAT et de la CEDEAO, qui elles-mêmes s'inspirent des nomenclatures internationales, notamment la Classification Internationale Type par Industrie de toutes les branches d'activités économiques (CITI, rev4¹).

Sur le plan technique, le cadre actuel introduit des évolutions majeures dans le traitement des volumes. Désormais, la série des comptes est établie aux **prix de l'année précédente (base mobile)**, rompant ainsi avec l'ancienne pratique qui privilégiait les prix de l'année de base 2015 (base fixe). Ce changement permet de prendre en compte l'évolution de la structure de l'économie à mesure que l'on s'éloigne de l'année de base. De plus, afin de disposer d'une série d'agrégats comparables dans le temps, un chaînage des comptes a été effectué.

Enfin, pour parachever ce processus, les travaux de consolidation ont été effectués à l'aide d'une maquette Excel spécifique. Ce dispositif a été privilégié pour assurer une cohérence optimale des données finales en permettant une analyse en série tout en répondant à l'impératif de réduction des délais de publication.

2. MIGRATION DES COMPTES NATIONAUX DE EXCEL VERS ERETES

Depuis septembre 2023, sur recommandations d'AFRISTAT et de diverses missions d'appuis techniques, l'INS-Niger a entrepris la migration des comptes (2015-2022) d'Excel vers le logiciel ERETES.

Cette démarche vise à instaurer une méthodologie rigoureuse et uniforme avec les autres pays membres de l'UEMOA, dans l'élaboration des comptes nationaux. Cependant, cette migration rallonge le temps nécessaire pour l'établissement d'une année des comptes nationaux par rapport à l'utilisation du logiciel Excel.

¹ CITI rev4 : quatrième révision de la Classification Internationale Type par Industrie



Cette migration des comptes présente deux (2) conséquences majeures :

- La série des comptes nationaux sur ERETES en volume est établie au prix de l'année précédente (base mobile), alors qu'avant les comptes nationaux en volume étaient établis au prix de l'année de base 2015 (base fixe) ;
- La perte de l'additivité en volume entre la somme des composantes chainées d'un agrégat et ce dernier lui-même chainé, dans le cadre de l'établissement des comptes en base mobile.

Toutefois, les travaux de consolidation des comptes ont été réalisés à partir d'une maquette Excel d'une part pour assurer la cohérence des comptes et d'autre part pour réduire les délais de leur publication.

3. CONSOLIDATION DES COMPTES NATIONAUX ANNUELS 2015-2024

En octobre 2024, une mission d'assistance technique d'AFRITAC de l'Ouest du Fonds Monétaire International (FMI) a appuyé l'INS dans l'élaboration des Comptes Nationaux Annuels (CNA), en volume au prix de l'année précédente et sur les Comptes Nationaux Trimestriels (CNT). L'objectif de cette mission était d'accompagner l'INS du Niger à mettre en œuvre les bonnes pratiques en matière d'élaboration des CNA telles que recommandées dans le SCN 2008, en vue de bien aligner les CNT sur les CNA. Dans ce cadre, les travaux d'analyse des évolutions des variables macroéconomiques et des ratios ont permis d'identifier les évolutions incohérentes nécessitant une amélioration de la série des CNA en vue de leur publication.

Ainsi, les travaux sur la révision des CNA 2015-2024, entrepris dès lors, se sont poursuivis jusqu'en novembre 2025. La nouvelle série qui fait l'objet de la présente publication diffère de la série des comptes antérieurs.

A la suite de ces travaux, une retropolation de la série des comptes antérieurs à 2015 est prévue au cours de l'année 2026.

4. CONTENU DU DOCUMENT

Ce document contient une analyse succincte de l'évolution de l'économie du Niger de 2016 à 2022 en se concentrant sur les principaux agrégats et indicateurs macroéconomiques.

Il est présenté des tableaux relatifs au Produit Intérieur Brut (PIB) ainsi que des tableaux de synthèse des données macroéconomiques. De plus, il comprend des explications sur les concepts et les définitions utilisés dans l'analyse, ainsi qu'une nomenclature des activités économiques pour classer et catégoriser les différentes composantes de l'économie.

En somme, ce document offre une vue d'ensemble de la situation économique du Niger de 2016 à 2022 en fournissant des données et des informations essentielles sur les principaux agrégats économiques.

5. TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE DU SCN 2008 ET DE CHANGEMENT D'ANNÉE DE BASE

Conformément à sa mission de fournir aux autorités et autres utilisateurs des indicateurs permettant une meilleure mesure et évaluation des activités économiques, et afin de se conformer aux recommandations internationales pour la mise en œuvre du nouveau Système de Comptabilité Nationale (SCN 2008), l'Institut National de la Statistique (INS) du Niger a entrepris d'importants travaux de rénovation des comptes nationaux et de migration du SCN 1993 au SCN 2008. Cette initiative a nécessité une mobilisation substantielle de ressources humaines, matérielles et financières.

Les travaux de mise à jour du PIB selon la nouvelle base 2015 et de migration vers le SCN 2008 ont débuté en juillet 2016. Cette transition a impliqué l'adoption de nouvelles nomenclatures d'activités (CITI, rev4) et de produits (CPC, rev2), ainsi que l'intégration des résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGP/H) de 2012, de l'Enquête sur les Conditions de Vie des ménages et de l'Agriculture (ECVMA) de 2014 et de l'Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI) de 2017. Ces changements ont été renforcés par des enquêtes légères multiples et des améliorations méthodologiques.

Les principales nouveautés du SCN 2008 incluent notamment : (i) le calcul et la ventilation du service d'intermédiation financière indirectement mesuré (SIFIM) ; (ii) l'estimation de la production non marchande de la Direction nationale de la BCEAO pour le Niger ; (iii) le calcul de la production de l'assurance dommage à partir des indemnités ajustées et des suppléments de primes ajustés ; (iv) le traitement de la recherche et développement ; (v) la création d'un sous-secteur pour les Institutions sans but lucratif au service des ménages ; (vi) la prise en compte des dépenses d'armement dans la Formation brute de capital fixe ; (vii) la production non marchande des ménages en recherche d'eau.

Les améliorations de la couverture des données ainsi que celles des méthodes de traitement et la prise en compte des changements du SCN 2008 ont concerné presque tous les secteurs de l'activité économique. L'ensemble des travaux de changement de l'année de base et d'application du SCN 2008 a conduit à une réévaluation significative du PIB de 33,3 % par rapport à l'ancienne base de 2006. Cette augmentation est principalement due à l'amélioration de la couverture des données sources (18,3 %) ainsi qu'à l'amélioration des méthodes de traitement et à la prise en compte des changements du SCN 2008 (15,0 %).



De plus, de nouveaux travaux sont en cours pour l'adoption d'une nouvelle base, notamment avec la réalisation du Recensement Général des Entreprises (ReGEN) par l'INS en 2022.

6. RETROPOULATION DE LA SERIE DES COMPTES NATIONAUX

Les changements de l'année de base et de système dans les comptes nationaux sont des démarches visant à améliorer la qualité et la pertinence des comptes nationaux en fonction des évolutions économiques, des besoins d'analyse et des normes internationales. Cependant, ces changements peuvent entraîner des ruptures dans les séries de données, ce qui peut rendre difficile la comparaison entre les périodes.

Afin de conserver une cohérence dans les séries de comptes nationaux malgré les changements, une pratique courante est de retrouver les nouvelles données ou d'extrapoler les anciennes données en utilisant la nouvelle année de base et le nouveau système comptable. Cela signifie que les anciennes données sont recalculées selon les nouvelles normes et méthodes, afin de créer une série continue et homogène dans le temps. En d'autres termes, il s'agit de recalculer les séries de l'ancienne base selon les cadres de la nouvelle base. Cette méthode permet de garantir la compatibilité des données historiques avec les nouvelles normes et qu'elles peuvent être utilisées pour des comparaisons et des analyses continues.

Une révision majeure des comptes nationaux, comme le changement d'année de base ou l'adoption d'un nouveau système comptable, nécessite non seulement la création de nouvelles séries de données pour les nouvelles notions ou parties du système qui n'étaient pas prises en compte précédemment, mais aussi la correction des données déjà publiées pour intégrer les changements de concepts, classifications, méthodes d'estimation, et pour rectifier d'éventuelles erreurs identifiées dans les chiffres antérieurs. De plus, de nouvelles données provenant des recensements ou des enquêtes périodiques de référence peuvent être intégrées pour assurer l'exactitude et la cohérence des données révisées.

En somme, les révisions des comptes nationaux visent à améliorer la qualité et la fiabilité des données, mais aussi nécessitent des efforts considérables pour assurer la cohérence des séries historiques et leur adaptation aux nouvelles normes et réalités économiques.

Les séries retrouvées, de la nouvelle base 2015, s'étendent sur la période 2014 à 2000. Parmi les multiples méthodes de retrouver, celle qui a été utilisée pour remonter la nouvelle série des comptes (base 2015) est la méthode dite de raccordement qui s'inscrit dans la famille des méthodes de retrouver mécanique. Le raccordement se réfère à une estimation à rebours utilisant les taux de croissance des anciennes séries sur le niveau de

l'année de base qui sert de point de liaison. Le raccordement élève ou abaisse le niveau de la série historique en proportion constante dans le temps.

Cela peut être fait en calculant un simple rapport entre les niveaux de la nouvelle série et de l'ancienne série pour une période de chevauchement et en utilisant ce rapport pour prolonger la série jusqu'à la date souhaitée. Cela maintient les taux de croissance de la série chronologique mais augmente ou diminue le niveau de la série, tout en augmentant ou diminuant son poids dans l'agrégation.

Selon les principes de la méthode, les évolutions de la nouvelle base dans le passé seraient les mêmes que celles de l'ancienne base convenablement modifiées. Au sein de la composition de l'agrégat, un niveau de détail est choisi et chaque série dans ce niveau de détail est recalculée de manière isolée. Pour chaque série de la nouvelle base, il est reconstruit son équivalente en ancienne base corrigée des éventuelles erreurs connues et des modifications de concepts et/ou de nomenclature.

7. DIFFICULTES ET LIMITES DU DOCUMENT

Au niveau des sociétés non financières, la distinction entre les entreprises du secteur formel et celles du secteur informel demeure complexe à maîtriser. Des défis persistent également en ce qui concerne la collecte des Déclarations Statistiques et Fiscales (DSF), la qualité du remplissage de ces DSF et le manque de détails dans certaines rubriques pourtant nécessaires pour garantir une élaboration plus précise et fiable des comptes nationaux.



I. SYNTHESE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE

Rebond de l'activité économique en 2022 avec un taux de croissance de 12,2 %

Après un ralentissement de l'activité économique en 2021 (1,1 %), une hausse remarquable de l'activité productive est constatée en 2022. En effet, la croissance économique s'est établie à 12,2 % en 2022 contre 1,1 % en 2021.

Cette évolution de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2022 est principalement attribuable à l'augmentation de la production agricole (7,3 % en termes de contribution à la croissance du PIB) et du commerce (1,6 % en termes de contribution à la croissance du PIB).

1.1 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

Les plus récentes estimations du Fonds Monétaire International (FMI), présentées dans son rapport sur les perspectives économiques en avril 2023, mettent en lumière l'évolution de la situation économique mondiale en 2022. Le PIB mondial a connu un ralentissement en se situant à 3,4 % en 2022, en contraste avec la croissance de 6,2 % enregistrée en 2021. Cette dernière année avait marqué une reprise partielle de l'économie mondiale à la suite des impacts de la crise sanitaire de la COVID-19.

La décélération observée en 2022 découle de divers facteurs, parmi lesquels se distingue l'environnement géopolitique. La crise entre la Russie et l'Ukraine a occupé une place centrale, engendrant des tensions sur les prix internationaux des matières premières, en particulier l'énergie et les produits alimentaires. Cette situation a eu pour conséquence une inflation mondiale atteignant 8,8 %, en hausse par rapport au taux de 4,7 % en 2021.

En outre, le choc financier résultant du renforcement des conditions financières par la majorité des grandes banques centrales a ajouté un obstacle supplémentaire à l'expansion économique en 2022.

En raison de la persistance de la crise entre la Russie et l'Ukraine, qui continue de contribuer à la hausse des produits énergétiques, ainsi que de l'augmentation du nombre d'infections liées à la COVID-19 et des perturbations dans le secteur financier, les prévisions du FMI pour 2023 se montrent plutôt pessimistes. Elles prévoient un nouveau ralentissement de la croissance économique mondiale, la situant à 2,8 %. Ce chiffre représente une baisse de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'année 2022.

En Afrique subsaharienne, les estimations du FMI indiquent que la croissance moyenne du produit intérieur brut (PIB) réel a ralenti en 2022 (3,9 %), par rapport à 2021 (4,7 %). Ce ralentissement est principalement attribué aux effets continus de la pandémie de la COVID-19 et à la hausse des prix mondiaux des produits de base (alimentation et énergie), exacerbée par

les perturbations des chaînes d'approvisionnement causées par le conflit entre l'Ukraine et la Russie. Selon les estimations, 23 des 54 pays d'Afrique, y compris les deux plus grandes économies, le Nigeria et l'Afrique du Sud, ont enregistré un ralentissement de la croissance en 2022 (3,0 % pour le Nigeria contre 3,6 % en 2021, et 2,6 % pour l'Afrique du Sud contre 4,9 % en 2021).

Dans ce contexte, les perspectives économiques mondiales pour l'année 2023 demeurent incertaines. A la suite d'une croissance de 3,4 % en 2022, le FMI prévoit une décélération de la croissance mondiale à 2,8 % en 2023, en raison du maintien d'une inflation mondiale élevée et des effets persistants du conflit entre l'Ukraine et la Russie.

Au sein des pays membres de l'UEMOA, l'activité économique a été dynamique et portée par la croissance de la valeur ajoutée dans tous les secteurs. Les dernières estimations montrent que la croissance du PIB réel de l'Union serait de 5,6 % en 2022, après 6,1 % en 2021. Cependant, l'inflation a augmenté en 2022 en raison de la hausse des prix alimentaires dans la plupart des pays de l'Union, sauf le Bénin, atteignant 7,4 % contre 3,6 % en 2021. Les perspectives économiques au sein de l'Union restent positives, mais dépendent de facteurs tels que l'évolution des marchés internationaux des matières premières, les politiques budgétaires nationales, la stabilité socio-politique et sécuritaire, ainsi que les effets climatiques.

Selon les dernières prévisions de la BCEAO, la croissance réelle du PIB de l'Union devrait atteindre 6,5 % en 2023, après 5,6 % en 2022. Cette prévision repose sur l'expansion de la production céréalière et le renforcement de l'activité dans l'ensemble des secteurs, notamment le secteur secondaire et tertiaire.

1.2 SITUATION ECONOMIQUE NATIONALE

Les estimations du PIB réel pour l'année 2022 indiquent un taux de croissance économique de 12,2 % alors qu'il était de 1,1 % en 2021 et 4,5 % en 2020 (Cf tableau 1).

En termes nominaux, le PIB a connu une augmentation de 17,0 %, passant de 8 283,1 milliards de FCFA en 2021 à 9 689,2 milliards de FCFA en 2022. Les évolutions simultanées du PIB réel et du PIB nominal révèlent que l'indice implicite de déflateur du PIB a été de 104,3 en 2022, comparé à 104,2 en 2021. En relation avec la population, le PIB nominal par habitant s'est établi à 396 068 FCFA en 2022, enregistrant une hausse de 12,8 % par rapport à l'année précédente. Quant au PIB réel par habitant, il a augmenté de 8,2 % en 2022 (Cf tableau annexe 0).



Tableau 1 : Taux de croissance du PIB réel par secteur d'activité

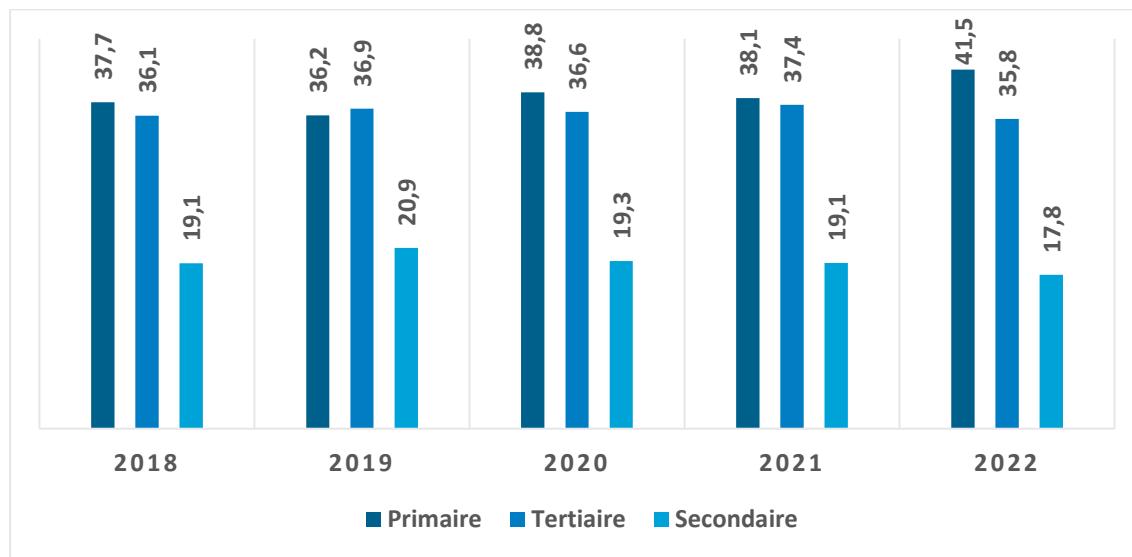
	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire	7,4	3,9	8,0	-4,0	20,2
Secteur secondaire	8,3	9,4	-0,2	1,8	3,1
Secteur tertiaire	5,7	6,4	4,3	5,5	8,9
Total des valeurs ajoutées	7,0	6,0	4,7	0,9	12,3
Impôts sur les produits	5,5	6,9	0,6	5,9	10,7
Produit Intérieur Brut	6,9	6,1	4,5	1,1	12,2

Source : Institut National de la Statistique

1.3 PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR SECTEUR D'ACTIVITE ECONOMIQUE

Le secteur primaire domine les autres secteurs en termes de poids dans le PIB avec 41,5 % du PIB global en 2022. Le secteur tertiaire de l'économie nigérienne pèse 35,8 % du PIB pour la même année. Sur les quatre (4) dernières années, cette tendance est la même sauf en 2019 où le secteur tertiaire a légèrement dominé l'économie avec 36,9% contre 36,2% pour le Primaire.

Graphique 1 : Importance des secteurs par rapport au PIB (%)



Source : Institut National de la Statistique

a. FORTE CROISSANCE DU SECTEUR PRIMAIRE

En 2022, le secteur primaire a connu une augmentation de 20,2 % par rapport à l'année précédente, au cours de laquelle une baisse de 4,0 % avait été enregistrée. Cette augmentation est principalement attribuable à une bonne production agricole, se traduisant par une forte croissance de 28,0 % de la branche agriculture.

La croissance dans les trois (3) autres branches du secteur primaire a été moins marquée comparée à la branche « agriculture ». La branche « élevage et chasse » a enregistré une

croissance de 3,7 % tandis que la branche « Sylviculture et exploitation forestière » s'est accrue de 3,6 %. Et enfin, la branche « pêche, pisciculture et aquaculture » a évolué de 2,4%.

Tableau 2 : Taux de croissance des branches du secteur primaire (%)

Branches d'activités	2018	2019	2020	2021	2022
Agriculture	8,0	3,5	9,9	-7,9	28,0
Élevage et chasse	6,5	4,8	4,4	4,8	3,7
Sylviculture et exploitation forestière	4,8	4,1	3,8	4,2	3,6
Pêche, pisciculture, aquaculture	4,6	4,1	3,8	4,1	2,4
Secteur primaire	7,4	3,9	8,0	-4,0	20,2

Source : Institut National de la Statistique

Dans l'ensemble, le secteur primaire a contribué pour 7,7 points de pourcentage à la croissance du PIB en 2022 (cf. Tableau n° 11 de l'annexe). Son poids dans le PIB est passé de 38,1 % en 2021 à 41,5 % en 2022, soit une augmentation de 3,4 points de pourcentage (cf. graphique n° 1).

b. REPRISE DE LA CROISSANCE DU SECTEUR SECONDAIRE

En 2022, le secteur secondaire du Niger a affiché une reprise notable, enregistrant une croissance de 3,1 %, après 1,8 % en 2021. Cette amélioration traduit un regain d'activité au sein de plusieurs branches industrielles, malgré des performances inégales selon les segments.

La construction demeure le pilier principal du secteur, avec une progression de 9,3 % en 2022, confirmant son dynamisme et son rôle moteur dans l'expansion du secondaire, même si cette croissance est légèrement inférieure à celle observée au cours de l'année précédente (11,6%). Les activités de fabrication montrent également une évolution positive, passant de 1,5 % à 2,6 %, ce qui témoigne d'un renforcement de la production industrielle. De leur côté, les services liés à l'eau et à l'assainissement affichent une croissance de 2,8 %, après 3,3 % en 2021.

Cependant, cette dynamique est atténuée par les contre-performances de certaines branches. Les activités extractives enregistrent un nouveau repli de 2,3 %, poursuivant la tendance négative amorcée en 2021. De même, la production et distribution d'électricité et de gaz, qui avait fortement contribué à la croissance un an plus tôt (10,8%), connaît une légère baisse de 0,7 % en 2022.

Dans l'ensemble, la performance du secteur secondaire en 2022 résulte de l'équilibre entre la vigueur persistante de la construction et la progression modérée de plusieurs activités industrielles, compensant ainsi les difficultés rencontrées par les secteurs extractifs et énergétiques. Cela a permis au secteur secondaire d'apporter une contribution positive à la croissance de l'économie nationale (0,6 point de pourcentage).

**Tableau 3 : Taux de croissance des branches du secteur secondaire (%)**

Branches d'activités	2018	2019	2020	2021	2022
Activités extractives	-7,9	3,9	4,0	-8,4	-2,3
Activités de fabrication	3,7	5,6	0,5	1,5	2,6
Production et distribution électricité et gaz	18,2	5,8	-2,0	10,8	-0,7
Production et distribution eau, assainissement	5,8	3,7	4,1	3,3	2,8
Construction	64,7	24,4	-5,6	11,6	9,3
Secteur secondaire	8,3	9,4	-0,2	1,8	3,1

Source : Institut National de la Statistique

c. AUGMENTATION DU RYTHME DE LA CROISSANCE DU SECTEUR TERTIAIRE

En 2022, le secteur tertiaire du Niger a connu une progression significative, affichant une croissance de 8,9 %, supérieure aux 5,5 % enregistrés en 2021. Cette hausse témoigne d'une reprise de l'activité dans plusieurs branches essentielles de l'économie du secteur.

Cette dynamique positive s'explique principalement par la forte accélération des branches suivantes : activités professionnelles, scientifiques et techniques (19,8 %) ; autres services n.c.a² (17,9 %) ; activités financières et d'assurances (15,0 %) ; activités d'administration publique (14,0 %) et Les activités de commerce, réparation auto et motocycles (11,3 %).

Dans l'ensemble, la performance du secteur tertiaire en 2022 reflète une reprise solide et diversifiée, portée par de nombreuses branches en expansion. Ce dynamisme contribue de manière significative à l'activité économique nationale ; à hauteur de 3,3 points de pourcentage.

Tableau 4 : Taux de croissance des branches du secteur tertiaire (%)

Branches d'activités	2018	2019	2020	2021	2022
Commerce, réparation auto et motocycles	5,6	5,7	5,8	2,7	11,3
Transports et entreposages	10,6	6,5	-8,4	6,2	-0,1
Activités d'hébergement et de restauration	14,5	15,5	-14,6	25,2	-5,2
Communications et information	-7,4	10,3	9,2	12,2	-0,9
Activités financières et d'assurances	-0,9	15,7	-8,4	-2,2	15,0
Activités immobilières	-0,5	4,1	1,4	4,9	3,2
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	31,8	-5,6	8,7	8,1	19,8
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	12,5	0,5	-0,3	6,9	-0,1
Activités d'administration publique	4,1	9,2	8,1	5,3	14,0
Enseignement	10,5	1,4	6,5	5,9	6,6
Activités de santé humaine et d'action sociale	9,2	6,4	9,7	6,9	0,3
Autres services n.c.a	3,1	8,1	5,5	15,5	17,9
Secteur tertiaire	5,7	6,4	4,3	5,5	8,9

Source : Institut National de la Statistique

² n.c.a : non classé ailleurs

d. LEGERE AUGMENTATION DU TAUX DE CROISSANCE DES IMPOTS ET TAXES SUR LES PRODUITS

Après une stagnation de la croissance des impôts et taxes sur les produits entre 2019 et 2020, ces derniers ont connu une légère hausse passant de 5,9% en 2021 à 10,7% en 2022 (Cf. tableau 1), principalement en lien avec l'augmentation des activités de « commerce, réparation auto et motocycles ». La contribution des impôts et taxes sur les produits à la croissance du PIB est passée de 0,3 % en 2021 à 0,6 % en 2022 (Cf. Tableau n° 11 de l'annexe).

De manière globale, les contributions à la croissance du PIB en 2022 des secteurs primaire, secondaire, tertiaire, ainsi que des impôts et taxes nets sur les produits, se sont établies respectivement à 7,7 % ; 0,6 % ; 3,3 % et 0,6 %.

1.4 EMPLOIS DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

Cette section présente les évolutions des emplois du PIB notamment la consommation finale, l'investissements et l'exportation nette.

a. HAUSSE DE LA CONSOMMATION FINALE

Globalement, les dépenses de consommation finale sont en hausse, avec un rythme passant de 2,3 % en 2021 à 10,5 % en 2022, en lien avec les efforts enregistrés au niveau des deux composantes : publique qui passe de 3,5% à 12,8%, et privée de 2,0 % à 9,9 %.

b. AUGMENTATION DU TAUX DE CROISSANCE DE L'INVESTISSEMENT

S'agissant des investissements, le taux de croissance observé est passé de 1,1 % en 2021 à 21,5 % en 2022. Ce qui s'explique principalement par la hausse de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF), qui passe à 15,8 % en 2022 contre 4,5 % en 2021.

c. DETERIOTATION DU DEFICIT DU COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges extérieurs nets sont marqués en 2022 par une hausse de 21,3 % de leur déficit par rapport à l'année précédente. Cette hausse résulte principalement de l'augmentation des importations (13,9 %) conjuguée avec une augmentation moins importante des exportations (3,3 %).

Les échanges avec l'extérieur sur la période 2018-2022 ont été particulièrement marqué par une forte baisse des exportations en 2020 imputable à la pandémie de la COVID-19. Le déficit commercial s'est dégradé en 2022, s'établissant à 1 632,9 Milliards de FCFA (Cf. Tableau n°6 de l'annexe). En 2022, les importations de biens et services ont fortement progressé (de 8,0% à 13,9 %) tandis que les exportations ont faiblement progressé (de 8,9% à 3,4%). Cela s'est traduit par une détérioration de la balance commerciale qui passe de 1 318,7 Milliards de FCFA en 2021 à 1 632,9 Milliards de FCFA en 2022.

**Tableau 5 : Taux de croissance des emplois du PIB (%)**

	2018	2019	2020	2021	2022
(1) Dépense de consommation finale	3,3	5,6	7,2	2,3	10,5
Dépense de consommation finale privée (Ménages et ISBLSM)	2,6	5,8	6,5	2,0	9,9
Dépense de consommation finale des APU	6,8	4,4	10,7	3,5	12,8
(2) Formation brute de capital (Investissement)	20,0	9,1	0,2	1,1	21,5
(3) Exportations nettes	13,3	10,2	9,2	7,5	21,3
Exportations de biens et de services	0,5	3,1	-9,3	8,9	3,3
Importations de biens et de services	6,8	7,0	1,1	8,0	13,9
Produit Intérieur Brut	6,9	6,1	4,5	1,1	12,2

Source : Institut National de la Statistique

Globalement, les contributions à la croissance du PIB issues de la consommation finale, de l'investissement se sont établies respectivement à 8,8 % et 6,8 % tandis que le commerce extérieur a pesé négativement sur cette croissance, avec une contribution négative de 3,4 % en 2022 (cf. Tableau n° 12 de l'annexe).

CONCLUSION

L'année 2022 a été marquée par une hausse importante de l'activité économique au Niger, avec un taux de croissance économique atteignant 12,2 %, faisant suite à un ralentissement en 2021 (1,1 %).

Le secteur primaire a été le principal moteur de cette croissance, avec une augmentation de 20,2 % et une contribution de 7,7 points de pourcentage à la croissance du PIB. Ce dynamisme est dû à une très bonne production agricole, dont la branche a enregistré une forte croissance de 28,0 %. Le secteur primaire représente d'ailleurs le poids le plus important dans le PIB (43,6 % du PIB global en 2022). Le secteur tertiaire a également connu une progression significative, affichant une croissance de 8,9 % (contre 5,5 % en 2021) et contribuant à hauteur de 3,3 points de pourcentage à la croissance du PIB. Le secteur secondaire a affiché une reprise plus modérée, enregistrant une croissance de 3,1 % (après 1,8 % en 2021), et a contribué à hauteur de 0,6 point de pourcentage à la croissance du PIB.

Du côté de la demande, la consommation finale a fortement augmenté (10,5%), et l'investissement a rebondi à 21,5 % en 2022. Cependant, le commerce extérieur (échanges nets) a pesé négativement sur la croissance (-3,4 % de contribution) en raison d'une détérioration du déficit, les importations (+13,9 %) augmentant plus que les exportations (+3,4 %). Cette forte croissance de l'économie nigérienne s'est réalisée en contraste avec un ralentissement de l'économie mondiale, dont le PIB a décéléré à 3,4 % en 2022, impacté notamment par l'environnement géopolitique et l'inflation.



REMERCIEMENTS

Ce document a reçu les contributions des personnes ci-après :

- **Monsieur Souleymane ALZOUMA**, Directeur Général par intérim de l'INS ;
- **Monsieur Issaka AMADOU MAMANE**, Directeur de la Comptabilité Nationale, de la Conjoncture et des Etudes Economiques (DCNCEE) de l'INS ;
- **Les membres du « Comité-Qualité des données produites par le Système Statistique National (SSN) »** créé par Décision N° 000322 ME/F/INS/DRH/DARC du 17 décembre 2025.

La reproduction de ce document a été assurée par :

- **Madame ABDOURAHAMANE Rabi Mahamadou**, Chef de Service Imprimrie ;
- **Messieurs Kassoum ABDOUL KADER BACHARD, Ousmane DJINGAREY, Mohamed MOUSSA, Alhassane TAHIROU**, Cadre au Service Imprimerie.

La diffusion de ce document a été assurée par :

- **Monsieur Issoufou SAIDOU**, Directeur de la Coordination et du Management de l'Information Statistique, INS ;
- **Monsieur Boubacar ZAKOU**, Chef de la Division de l'Imprimerie, de la Documentation, de la Diffusion et de l'Archivage, INS ;
- **Madame ALI Hadiza**, Cheffe de Service de la Documentation, de la Diffusion et de l'Archivage, INS ;
- **Monsieur Abass Ali TASSIOU**, Chef de la Division des Systèmes d'Informations et de Base de données, INS.

Editeur de la publication : Institut National de la Statistique (INS-Niger).





ANNEXES : SERIE DES COMPTES NATIONNAUX ANNUELS 2016-2022



Tableau annexe 0 : Principaux ratios et indicateurs de l'économie nationale

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
POPULATION ET REVENUS							
Population totale (en 1000 habitants)	19 679 500	20 407 944	21 161 750	21 942 944	22 752 385	23 591 983	24 463 374
Taux de croissance du PIB réel (en %)	4,3	5,5	6,9	6,1	4,5	1,1	12,2
PIB nominal (en millions de FCFA)	6 128 149,8	6 595 838,8	7 110 219,0	7 277 504,9	7 855 789,0	8 282 555,7	9 688 110,7
PIB nominal (en millions de dollars US)	10 334,0	11 332,6	12 797,8	12 425,9	13 648,2	14 936,2	15 531,8
PIB nominal par habitant (en milliers de FCFA)	311,4	323,2	336,0	331,7	345,3	351,1	396,0
PIB nominal par habitant (en dollars US)	525,1	555,3	604,8	566,3	599,9	633,1	634,9
PIB réel (en milliards de FCFA)	5 970,3	6 300,6	6 735,0	7 144,4	7 462,7	7 545,9	8 468,1
Accroissement du PIB réel par tête (en %)	0,5	1,8	3,1	2,3	0,7	-2,5	8,2
Revenu national brut (RNB en milliards de FCFA)	6 027,0	6 498,0	6 952,7	7 106,2	7 684,1	8 091,6	9 512,1
Consommation finale privée (Ménages et ISBLSM) en % du PIB nominal	67,9	69,5	67,4	66,8	68,2	69,3	68,3
Part de l'informel global dans le PIB nominal (en %)	56,2	57,0	56,8	54,5	58,3	57,9	61,5
PRIX ET INFLATION							
Inflation en moyenne annuelle (en %)	0,2	0,1	2,8	-2,5	2,9	3,8	4,2
Variation du déflateur du PIB (en %)	2,6	2,0	0,8	-3,5	3,3	4,3	4,2
Taux de change annuel moyen du dollar US	593,0	582,0	555,6	585,7	575,6	554,5	623,8

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 1: Produit Intérieur Brut par secteur institutionnel (en millions de FCFA)

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
AUX PRIX COURANTS DU MARCHÉ							
(1) Production	8 863 255	9 555 549	10 047 095	10 387 827	11 215 976	11 747 429	13 707 695
<i>dont informelle</i>	4 917 530	5 309 194	5 614 855	5 525 168	6 303 318	6 583 743	8 018 256
(2) Consommation intermédiaire	3 056 752	3 295 642	3 441 369	3 551 176	3 771 448	3 907 330	4 506 416
<i>dont informelle</i>	1 472 572	1 552 754	1 574 048	1 559 596	1 725 117	1 784 615	2 064 460
(3) Valeur ajoutée (1) - (2)	5 806 504	6 259 906	6 605 726	6 836 651	7 444 528	7 840 099	9 201 279
Sociétés non financières	1 598 574	1 713 566	1 705 729	1 971 236	1 885 506	1 990 895	2 062 501
Sociétés financières	70 865	82 677	82 156	89 324	81 265	79 241	90 118
Administrations publiques	625 832	637 625	703 123	732 830	818 061	885 489	1 003 526
Ménages	3 444 958	3 756 440	4 040 807	3 965 572	4 578 200	4 799 128	5 953 796
ISBLSM	66 274	69 598	73 911	77 689	81 496	85 345	91 339
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les pro	321 646	335 933	504 493	440 854	411 261	442 457	486 831
Produit Intérieur Brut = (3) +(4)	6 128 150	6 595 839	7 110 219	7 277 505	7 855 789	8 282 556	9 688 111
EN VOLUME CHAINE AU PRIX DE L'ANNEE 2015							
(1) Production	8 658 310	9 125 660	9 575 689	10 123 287	10 547 780	10 624 242	11 882 642
<i>dont informelle</i>	4 744 804	4 907 066	5 203 471	5 295 891	5 757 717	5 718 028	6 629 894
(2) Consommation intermédiaire	3 041 146	3 200 776	3 234 622	3 401 165	3 510 434	3 527 087	3 912 155
<i>dont informelle</i>	1 445 213	1 468 297	1 457 279	1 473 055	1 579 822	1 579 185	1 762 333
(3) Valeur ajoutée	5 617 164	5 924 759	6 337 775	6 719 025	7 034 991	7 094 918	7 968 066
Sociétés non financières	1 561 389	1 727 906	1 786 195	2 051 299	1 939 227	2 000 409	2 005 957
Sociétés financières	69 659	79 246	78 564	90 884	83 239	81 399	93 603
Administrations publiques	621 523	612 151	655 745	696 349	759 023	799 033	890 011
Ménages	3 299 591	3 438 136	3 742 320	3 818 899	4 174 039	4 135 060	4 861 369
ISBLSM	65 001	67 470	68 953	73 711	75 583	80 550	84 025
(4) Impôts et taxes nets de subventions sur les pro	353 170	376 278	396 861	424 275	426 875	451 987	500 408
Ecart Statistique	0	-425	377	1 122	827	-987	-329
Produit Intérieur Brut	5 970 334	6 300 612	6 735 013	7 144 422	7 462 693	7 545 917	8 468 145

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 2 : PIB par branche d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
SECTEUR MODERNE	2 683 192	2 839 399	3 069 411	3 311 933	3 277 589	3 483 428	3 734 315
Agriculture, Élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche, pisciculture, aquaculture	1 288	1 496	2 639	4 302	4 058	3 761	3 150
Activités extractives	484 720	471 146	305 506	326 449	340 678	336 259	341 856
Activités de fabrication	233 952	271 061	275 190	298 556	291 093	267 818	260 879
Production et distribution électricité et gaz	40 989	40 161	52 917	61 087	57 047	64 870	63 303
Production et distribution eau, assainissement	16 482	17 719	17 273	17 771	18 087	18 828	18 762
Construction	130 412	154 743	269 203	351 738	320 753	367 806	432 758
Commerce, réparation auto et motocycles	312 207	367 368	360 772	471 793	424 650	443 718	421 975
Transports et entreposages	79 991	82 933	86 876	103 183	88 988	93 643	93 527
Activités d'hébergement et de restauration	45 316	51 406	43 377	48 432	40 687	50 158	54 063
Communications	112 288	118 689	145 017	140 750	146 543	163 876	153 441
Activités financières et d'assurances	70 865	82 677	82 156	89 324	81 265	79 241	90 118
Activités immobilières	12 315	13 943	6 767	6 168	3 917	4 225	4 467
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	33 354	28 846	36 613	33 652	38 202	44 348	56 646
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	37 122	37 361	43 654	39 371	39 016	43 774	50 055
Activités d'administration publique	416 165	437 037	470 083	498 275	556 423	613 096	713 651
Enseignement	204 788	195 141	220 932	228 988	244 363	256 934	273 299
Activités de santé humaine et d'action sociale	66 967	73 745	85 134	82 193	95 507	100 991	108 091
Autres services n.c.a	62 324	57 993	60 809	69 046	75 051	87 625	107 442
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	321 646	335 933	504 493	440 854	411 261	442 457	486 831
SECTEUR INFORMEL	3 444 958	3 756 440	4 040 807	3 965 572	4 578 200	4 799 128	5 953 796
Agriculture	1 578 238	1 770 527	1 839 863	1 744 338	2 109 346	2 158 282	2 957 610
Élevage et chasse	512 503	551 886	622 347	663 252	703 279	746 795	786 646
Sylviculture et exploitation forestière	128 104	136 500	146 800	147 425	157 959	168 532	180 507
Pêche, pisciculture, aquaculture	60 026	63 206	67 425	71 901	76 111	81 592	88 504
Activités extractives	50 420	53 347	48 863	55 299	68 572	57 432	78 516

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Activités de fabrication	261 445	273 348	301 078	315 086	329 084	364 657	409 616
Production et distribution électricité et gaz	8 979	8 894	10 184	11 020	11 295	11 915	12 339
Production et distribution eau, assainissement	30 929	31 729	31 579	32 782	33 334	35 407	36 745
Construction	43 423	34 057	45 289	48 910	49 917	59 927	65 058
Commerce, réparation auto et motocycles	510 142	548 117	610 616	522 930	668 820	726 306	930 188
Transports et entreposages	42 789	47 217	58 246	79 900	85 114	93 850	91 854
Activités d'hébergement et de restauration	13 168	10 824	11 548	24 144	24 994	20 581	19 826
Communications	4 037	4 389	5 637	5 402	5 457	5 712	5 892
Activités immobilières	90 642	103 148	107 854	106 952	110 415	115 521	119 286
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	41 299	45 772	52 316	53 470	57 142	62 431	75 561
Enseignement	24 989	26 996	28 775	30 553	31 671	32 731	33 831
Activités de santé humaine et d'action sociale	26 455	28 464	31 600	29 708	31 817	32 568	36 251
Autres services n.c.a	17 371	18 020	20 785	22 500	23 873	24 887	25 566
Produit Intérieur Brut	6 128 150	6 595 839	7 110 219	7 277 505	7 855 789	8 282 556	9 688 110

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 3 : PIB par branche d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
SECTEUR MODERNE	2 730 410	2 670 743	2 864 202	2 987 680	3 327 903	3 283 108	3 413 689	3 579 605
Agriculture, Élevage et chasse, sylviculture et exploitation forestière, pêche, pisciculture, aquaculture	1 169	1 327	1 490	1 825	2 553	2 551	2 624	2 402
Activités extractives	520 981	469 411	503 449	455 600	472 921	479 627	439 990	408 143
Activités de fabrication	202 084	215 239	244 133	234 497	246 553	241 542	231 959	241 254
Production et distribution électricité et gaz	40 877	42 491	46 863	56 798	60 303	58 437	65 535	64 569
Production et distribution eau, assainissement	15 353	15 131	16 651	18 101	18 663	19 486	19 859	20 052
Construction	142 463	128 401	184 122	316 369	400 834	374 557	418 159	465 385
Commerce, réparation auto et motocycles	303 521	302 363	340 437	335 723	450 888	384 161	382 979	342 228
Transports et entreposages	79 390	79 000	83 327	85 498	89 515	74 762	77 694	77 943
Activités d'hébergement et de restauration	42 634	47 246	53 425	48 123	52 424	42 104	52 785	54 204
Communications	125 548	127 659	127 703	117 595	129 979	142 208	159 908	158 215
Activités financières et d'assurances	85 411	69 659	79 246	78 564	90 884	83 239	81 399	93 603
Activités immobilières	6 999	12 370	12 829	6 484	6 197	3 952	4 274	4 633
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	32 855	32 578	27 479	36 226	34 204	37 165	40 170	48 124
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	31 991	31 652	30 971	35 362	33 290	31 745	34 255	33 361
Activités d'administration publique	410 091	415 730	421 869	439 070	479 414	518 245	545 503	621 620
Enseignement	186 197	201 496	185 071	206 110	208 370	222 649	236 416	252 945
Activités de santé humaine et d'action sociale	70 213	64 220	69 477	76 803	82 306	92 113	99 134	98 541
Autres services n.c.a	59 683	61 597	57 003	57 735	62 962	66 849	79 358	97 094
Impôts et taxes nets de subventions sur les produits	372 950	353 170	376 278	396 861	424 275	426 875	451 987	500 408
SECTEUR INFORMEL	2 994 806	3 299 591	3 438 136	3 742 320	3 818 899	4 174 039	4 135 060	4 861 369
Agriculture	1 213 501	1 472 309	1 529 687	1 652 119	1 710 533	1 879 663	1 731 906	2 216 343
Élevage et chasse	468 934	503 671	516 083	549 588	575 104	600 744	629 503	653 151
Sylviculture et exploitation forestière	119 272	123 606	128 840	134 963	140 558	145 862	151 989	157 469
Pêche, pisciculture, aquaculture	58 005	56 070	57 578	60 231	62 704	65 091	67 777	69 391
Activités extractives	44 334	45 680	47 931	51 032	53 480	63 802	58 140	73 785

Libellés	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Activités de fabrication	260 864	265 827	283 006	314 847	333 554	343 384	364 986	370 764
Production et distribution électricité et gaz	8 850	9 173	9 561	10 021	10 437	10 831	11 286	11 693
Production et distribution eau, assainissement	28 704	29 800	30 993	32 285	33 572	34 867	36 264	37 640
Construction	42 921	42 072	47 085	62 214	68 806	69 435	77 448	75 155
Commerce, réparation auto et motocycles	494 474	494 861	510 016	562 542	499 129	620 639	649 248	810 078
Transports et entreposages	42 119	40 991	46 182	57 585	62 918	64 147	69 638	69 241
Activités d'hébergement et de restauration	24 608	22 003	31 188	71 835	100 813	96 333	120 419	91 103
Communications	4 131	4 262	4 471	4 756	4 973	5 151	5 393	5 560
Activités immobilières	87 109	89 869	94 227	100 035	104 628	108 352	113 483	116 954
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	32 097	32 438	34 691	38 582	40 846	42 057	44 648	45 391
Enseignement	23 715	24 589	25 616	26 788	27 885	28 947	30 142	31 247
Activités de santé humaine et d'action sociale	24 575	25 376	26 574	28 136	29 389	30 451	31 848	32 860
Autres services n.c.a	16 593	16 992	17 982	19 591	20 618	21 293	22 443	22 977
Ecart statistique	0	0	-1 725	5 013	-2 380	5 546	-2 832	27 171
Produit Intérieur Brut	5 725 216	5 970 334	6 300 612	6 735 013	7 144 422	7 462 693	7 545 917	8 468 145

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 4 : PIB par secteur d'activité économique aux prix courants du marché (en millions de FCFA)

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire (1)	2 280 159	2 523 615	2 679 074	2 631 218	3 050 753	3 158 961	4 016 417
Agriculture	1 578 584	1 770 714	1 840 057	1 744 601	2 109 622	2 158 425	2 957 755
Elevage et chasse	513 445	553 195	624 793	667 291	707 061	750 413	789 651
Sylviculture et exploitation forestière	128 104	136 500	146 800	147 425	157 959	168 532	180 507
Pêche, pisciculture, aquaculture	60 026	63 206	67 425	71 901	76 111	81 592	88 504
Secteur secondaire (2)	1 301 751	1 356 204	1 357 084	1 518 699	1 519 860	1 584 918	1 719 832
Activités extractives	535 140	524 492	354 369	381 748	409 250	393 691	420 372
Activités de fabrication	495 397	544 408	576 269	613 642	620 177	632 475	670 496
Production et distribution électricité et gaz	49 968	49 055	63 101	72 108	68 343	76 785	75 641
Production et distribution eau, assainissement	47 411	49 448	48 853	50 553	51 421	54 235	55 507
Construction	173 835	188 800	314 492	400 648	370 670	427 733	497 816
Secteur tertiaire (3)	2 224 593	2 380 087	2 569 568	2 686 734	2 873 915	3 096 219	3 465 030
Commerce, réparation auto et motocycles	822 348	915 484	971 389	994 723	1 093 470	1 170 025	1 352 163
Transports et entreposages	122 780	130 150	145 122	183 083	174 102	187 493	185 381
Activités d'hébergement et de restauration	58 484	62 231	54 925	72 577	65 681	70 740	73 889
Communications	116 326	123 078	150 654	146 152	152 000	169 588	159 333
Activités financières et d'assurances	70 865	82 677	82 156	89 324	81 265	79 241	90 118
Activités immobilières	102 957	117 091	114 621	113 120	114 333	119 746	123 753
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	33 354	28 846	36 613	33 652	38 202	44 348	56 646
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	78 420	83 134	95 970	92 841	96 158	106 206	125 616
Activités d'administration publique	416 165	437 037	470 083	498 275	556 423	613 096	713 651
Enseignement	229 777	222 137	249 706	259 541	276 034	289 666	307 130
Activités de santé humaine et d'action sociale	93 422	102 209	116 734	111 900	127 324	133 558	144 342
Autres services n.c.a	79 695	76 013	81 595	91 545	98 924	112 512	133 008
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	5 806 504	6 259 906	6 605 726	6 836 651	7 444 528	7 840 099	9 201 279
(5) Impôts et taxes nets de subventions sur les produi	321 646	335 933	504 493	440 854	411 261	442 457	486 831
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	6 128 150	6 595 839	7 110 219	7 277 505	7 855 789	8 282 556	9 688 110

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 5 : PIB par secteur d'activité économique en volume chainé aux prix de l'année 2015 (en millions de FCFA)

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire (1)	2 156 983	2 233 922	2 399 698	2 492 721	2 691 987	2 584 113	3 107 205
Agriculture	1 472 626	1 529 841	1 652 288	1 710 788	1 879 902	1 732 013	2 216 442
Elevage et chasse	504 681	517 422	551 231	577 569	603 172	632 120	655 491
Sylviculture et exploitation forestière	123 606	128 840	134 963	140 558	145 862	151 989	157 469
Pêche, pisciculture, aquaculture	56 070	57 578	60 231	62 704	65 091	67 777	69 391
Secteur secondaire (2)	1 263 226	1 413 827	1 531 234	1 675 829	1 671 951	1 701 759	1 753 712
Activités extractives	515 092	551 314	507 873	527 878	549 038	503 104	491 750
Activités de fabrication	481 067	527 971	547 420	577 853	580 885	589 458	604 840
Production et distribution électricité et gaz	51 664	56 418	66 701	70 599	69 157	76 648	76 123
Production et distribution eau, assainissement	44 931	47 674	50 436	52 290	54 409	56 187	57 770
Construction	170 472	231 047	380 452	473 205	446 499	498 415	544 751
Secteur tertiaire (3)	2 196 955	2 277 380	2 407 974	2 562 940	2 672 331	2 819 778	3 072 058
Commerce, réparation auto et motocycles	797 225	850 482	898 198	948 985	1 003 825	1 030 928	1 147 857
Transports et entreposages	119 991	129 568	143 326	152 685	139 804	148 457	148 270
Activités d'hébergement et de restauration	69 249	82 775	94 754	109 480	93 479	117 063	111 002
Communications	131 921	132 189	122 401	135 017	147 429	165 368	163 849
Activités financières et d'assurances	69 659	79 246	78 564	90 884	83 239	81 399	93 603
Activités immobilières	102 240	107 058	106 566	110 891	112 432	117 889	121 716
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	32 578	27 479	36 226	34 204	37 165	40 170	48 124
Activités de soutien aux entreprises et de bureaux	64 090	65 782	74 035	74 431	74 235	79 336	79 258
Activités d'administration publique	415 730	421 869	439 070	479 414	518 245	545 503	621 620
Enseignement	226 085	210 686	232 899	236 257	251 600	266 565	284 200
Activités de santé humaine et d'action sociale	89 597	96 051	104 930	111 679	122 525	130 935	131 357
Autres services n.c.a	78 589	75 004	77 329	83 579	88 143	101 805	120 061
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	5 617 164	5 924 759	6 337 775	6 719 025	7 034 991	7 094 918	7 968 066
(5) Impôts et taxes nets de subventions sur les p	353 170	376 278	396 861	424 275	426 875	451 987	500 408
Écart Statistique	0	-425	377	1 122	827	-987	-329
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	5 970 334	6 300 612	6 735 013	7 144 422	7 462 693	7 545 917	8 468 145

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 6: Emplois du Produit intérieur brut ou optique dépense (en millions de FCFA)

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
AUX PRIX COURANTS DU MARCHÉ							
(1) Dépense de consommation finale	5 052 369	5 498 989	5 793 487	5 886 956	6 522 420	6 973 170	8 049 635
Dépense de consommation finale privée	4 159 628	4 586 302	4 792 721	4 860 191	5 360 306	5 738 895	6 620 821
Dépense de consommation finale des APU	892 742	912 687	1 000 767	1 026 765	1 162 114	1 234 275	1 428 814
(2) Formation brute de capital (Investissement)	1 823 818	1 934 157	2 336 094	2 509 625	2 556 986	2 628 111	3 271 406
(21) Formation brute de capital fixe	1 722 124	1 958 707	2 299 307	2 515 580	2 531 323	2 695 902	3 195 667
(22) Variation de stocks	101 694	-24 550	36 787	-5 955	25 663	-67 791	75 739
(3) Exportations nettes	-748 037	-837 307	-1 019 362	-1 119 075	-1 223 617	-1 318 725	-1 632 930
Exportations de biens et de services	749 726	868 521	851 676	870 103	815 542	916 232	982 910
Importations de biens et de services	1 497 763	1 705 828	1 871 038	1 989 178	2 039 159	2 234 957	2 615 840
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	6 128 150	6 595 839	7 110 219	7 277 505	7 855 789	8 282 556	9 688 111
EN VOLUME CHAINE AUX PRIX DE L'ANNEE 2015							
(1) Dépense de consommation finale	4 950 438	5 208 981	5 379 917	5 680 367	6 088 624	6 228 457	6 879 390
Dépense de consommation finale privée	4 063 848	4 324 655	4 436 012	4 695 152	4 998 039	5 099 551	5 606 871
Dépense de consommation finale des APU	886 590	883 524	943 890	984 983	1 090 094	1 128 485	1 272 794
(2) Formation brute de capital (Investissement)	1 804 482	1 901 484	2 281 015	2 489 130	2 493 559	2 522 204	3 064 001
(21) Formation brute de capital fixe	1 711 952	1 936 831	2 257 671	2 511 780	2 486 117	2 599 175	3 009 033
(22) Variation de stocks	92 531	-24 094	36 351	-8 763	35 627	-83 403	88 145
(3) Exportations nettes	-784 586	-808 605	-916 523	-1 010 454	-1 103 790	-1 186 386	-1 439 234
Exportations de biens et de services	695 797	824 576	828 745	854 700	775 265	844 128	871 867
Importations de biens et de services	1 480 383	1 640 168	1 751 837	1 874 625	1 895 833	2 048 309	2 333 484
Ecart Statistique	0	-1 249	-9 396	-14 621	-15 699	-18 358	-36 012
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	5 970 334	6 300 612	6 735 013	7 144 422	7 462 693	7 545 917	8 468 145

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 7 : Produit intérieur brut nominal selon l'optique revenu (en millions de FCFA)

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
(1) Rémunération des salariés	1 175 469	1 200 323	1 201 638	1 279 961	1 340 704	1 395 141	1 551 207
Salaires versés par les Sociétés non financières	490 072	504 740	460 976	501 937	489 543	512 752	542 121
Salaires versés par les sociétés financières	31 928	34 748	28 098	38 237	38 886	40 576	52 539
Salaires versés par les Administrations publiques	410 214	404 669	436 138	452 963	497 823	522 400	594 621
Salaires versés par les ménages	191 506	201 820	218 715	226 163	250 818	252 770	290 616
Salaires versés par les ISBLSM	51 749	54 345	57 711	60 661	63 634	66 643	71 310
(2) Impôts nets de subventions	403 802	410 319	584 371	562 275	538 700	590 543	593 305
dont TVA non déductible	204 519	199 541	341 072	269 365	230 633	264 252	301 750
(3) Excédent brut d'exploitation	4 548 879	4 985 197	5 324 210	5 435 269	5 976 385	6 296 872	7 543 599
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	6 128 150	6 595 839	7 110 219	7 277 505	7 855 789	8 282 556	9 688 110

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 8 : Taux de croissance du PIB par secteur d'activité et déflateurs (%)**

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire (1)	15,9	3,6	7,4	3,9	8,0	-4,0	20,2
Agriculture	21,3	3,9	8,0	3,5	9,9	-7,9	28,0
Élevage et chasse	7,4	2,5	6,5	4,8	4,4	4,8	3,7
Sylviculture et exploitation forestière	3,6	4,2	4,8	4,1	3,8	4,2	3,6
Pêche, pisciculture, aquaculture	-3,3	2,7	4,6	4,1	3,8	4,1	2,4
Secteur secondaire (2)	-3,4	11,9	8,3	9,4	-0,2	1,8	3,1
Activités extractives	-8,9	7,0	-7,9	3,9	4,0	-8,4	-2,3
Activités de fabrication	3,9	9,8	3,7	5,6	0,5	1,5	2,6
Production et distribution électricité et gaz	3,9	9,2	18,2	5,8	-2,0	10,8	-0,7
Production et distribution eau, assainissement	2,0	6,1	5,8	3,7	4,1	3,3	2,8
Construction	-8,0	35,5	64,7	24,4	-5,6	11,6	9,3
Secteur tertiaire (3)	0,6	3,7	5,7	6,4	4,3	5,5	8,9
Commerce, réparation auto et motocycles	-0,1	6,7	5,6	5,7	5,8	2,7	11,3
Transports et entreposages	-1,2	8,0	10,6	6,5	-8,4	6,2	-0,1
Activités d'hébergement et de restauration	3,0	19,5	14,5	15,5	-14,6	25,2	-5,2
Communications et information	1,7	0,2	-7,4	10,3	9,2	12,2	-0,9
Activités financières et d'assurances	-18,4	13,8	-0,9	15,7	-8,4	-2,2	15,0
Activités immobilières	8,6	4,7	-0,5	4,1	1,4	4,9	3,2
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	-0,8	-15,7	31,8	-5,6	8,7	8,1	19,8
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	0,0	2,6	12,5	0,5	-0,3	6,9	-0,1
Activités d'administration publique	1,4	1,5	4,1	9,2	8,1	5,3	14,0
Enseignement	7,7	-6,8	10,5	1,4	6,5	5,9	6,6
Activités de santé humaine et d'action sociale	-5,5	7,2	9,2	6,4	9,7	6,9	0,3
Autres services n.c.a	3,0	-4,6	3,1	8,1	5,5	15,5	17,9
(4) Total des valeurs ajoutées	4,9	5,5	7,0	6,0	4,7	0,9	12,3
(5) Impôts sur les produits	-5,3	6,5	5,5	6,9	0,6	5,9	10,7
Produit Intérieur Brut	4,3	5,5	6,9	6,1	4,5	1,1	12,2

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 9 : Déflateurs du PIB par secteur d'activité (%)

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire (1)	105,7	106,9	98,8	94,5	107,4	107,9	105,7
Agriculture	107,2	108,0	96,2	91,6	110,0	111,0	107,1
Élevage et chasse	101,7	105,1	106,0	101,9	101,5	101,3	101,5
Sylviculture et exploitation forestière	103,6	102,2	102,7	96,4	103,3	102,4	103,4
Pêche, pisciculture, aquaculture	107,1	102,5	102,0	102,4	102,0	103,0	105,9
Secteur secondaire (2)	103,0	93,1	92,4	102,3	100,3	102,5	105,3
Activités extractives	103,9	91,6	73,3	103,6	103,1	105,0	109,2
Activités de fabrication	103,0	100,1	102,1	100,9	100,5	100,5	103,3
Production et distribution électricité et gaz	96,7	89,9	108,8	108,0	96,8	101,4	99,2
Production et distribution eau, assainissement	105,5	98,3	93,4	99,8	97,8	102,1	99,5
Construction	102,0	80,1	101,2	102,4	98,1	103,4	106,5
Secteur tertiaire (3)	101,3	103,2	102,1	98,2	102,6	102,1	102,7
Commerce, réparation auto et motocycles	103,2	104,4	100,5	96,9	103,9	104,2	103,8
Transports et entreposages	102,3	98,2	100,8	118,4	103,9	101,4	99,0
Activités d'hébergement et de restauration	84,5	89,0	77,1	114,4	106,0	86,0	110,2
Communications et information	88,2	105,6	132,2	87,9	95,2	99,5	94,8
Activités financières et d'assurances	101,7	102,6	100,2	94,0	99,3	99,7	98,9
Activités immobilières	100,7	108,6	98,3	94,8	99,7	99,9	100,1
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	102,4	102,5	96,3	97,3	104,5	107,4	106,6
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	122,4	103,3	102,6	96,2	103,8	103,3	118,4
Activités d'administration publique	100,1	103,5	103,3	97,1	103,3	104,7	102,1
Enseignement	101,6	103,7	101,7	102,5	99,9	99,0	99,4
Activités de santé humaine et d'action sociale	104,3	102,1	104,5	90,1	103,7	98,2	107,7
Autres services n.c.a	101,4	99,9	104,1	103,8	102,5	98,5	100,2
(4) Total des valeurs ajoutées	103,4	102,2	98,6	97,6	104,0	104,4	104,5
(5) Impôts sur les produits	91,1	98,0	142,4	81,7	92,7	101,6	99,4
Produit Intérieur Brut	102,6	102,0	100,8	96,5	103,3	104,3	104,2

Source : Institut National de la Statistique



Tableau annexe 10 : Taux de croissance des composantes du PIB et déflateurs (%)

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL							
(1) Dépense de consommation finale	3,9	5,2	3,3	5,6	7,2	2,3	10,5
Dépense de consommation finale privée	5,6	6,4	2,6	5,8	6,5	2,0	9,9
Dépense de consommation finale des APU	-3,3	-0,3	6,8	4,4	10,7	3,5	12,8
(2) Formation brute de capital (Investissement)	-5,7	5,4	20,0	9,1	0,2	1,1	21,5
(21) Formation brute de capital fixe	-11,3	13,1	16,6	11,3	-1,0	4,5	15,8
(22) Variation de stocks	-684,9	-126,0	-250,9	-124,1	-506,6	-334,1	-205,7
(3) Exportations nettes	-17,7	3,1	13,3	10,2	9,2	7,5	21,3
Exportations de biens et de services	-12,0	18,5	0,5	3,1	-9,3	8,9	3,3
Importations de biens et de services	-15,1	10,8	6,8	7,0	1,1	8,0	13,9
Produit Intérieur Brut	4,3	5,5	6,9	6,1	4,5	1,1	12,2
DEFLATEURS DU PIB							
(1) Dépense de consommation finale	102,1	103,4	102,0	96,2	103,4	104,5	104,5
Dépense de consommation finale privée	102,4	103,6	101,9	95,8	103,6	104,9	104,9
Dépense de consommation finale des APU	100,7	102,6	102,6	98,3	102,3	102,6	102,6
(2) Formation brute de capital (Investissement)	101,1	100,6	100,7	98,4	101,7	101,6	102,5
(21) Formation brute de capital fixe	100,6	100,5	100,7	98,3	101,7	101,9	102,4
(22) Variation de stocks	109,9	92,7	99,3	67,2	106,0	112,8	105,7
(3) Exportations nettes	95,3	108,6	107,4	99,6	100,1	100,3	102,1
Exportations de biens et de services	107,8	97,8	97,6	99,1	103,3	103,2	103,9
Importations de biens et de services	101,2	102,8	102,7	99,4	101,4	101,4	102,7
Produit Intérieur Brut	102,6	102,0	100,8	96,5	103,3	104,3	104,2

Source : Institut National de la Statistique

Tableau annexe 11 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique production)

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Secteur primaire (1)	5,2	1,3	2,8	1,5	2,9	-1,6	7,7
Agriculture	4,5	1,0	2,1	0,9	2,4	-2,1	7,3
Élevage et chasse	0,6	0,2	0,5	0,4	0,4	0,4	0,3
Sylviculture et exploitation forestière	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Pêche, pisciculture, aquaculture	-0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur secondaire (2)	-0,8	2,5	1,7	1,8	-0,0	0,3	0,6
Activités extractives	-0,9	0,6	-0,6	0,2	0,2	-0,4	-0,1
Activités de fabrication	0,3	0,8	0,3	0,5	0,0	0,1	0,2
Production et distribution électricité et gaz	0,0	0,1	0,1	0,1	-0,0	0,1	-0,0
Production et distribution eau, assainissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Construction	-0,3	1,0	1,9	1,1	-0,3	0,5	0,5
Secteur tertiaire (3)	0,2	1,3	2,1	2,3	1,6	2,0	3,3
Commerce, réparation auto et motocycles	-0,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,4	1,6
Transports et entreposages	-0,0	0,2	0,2	0,1	-0,2	0,1	-0,0
Activités d'hébergement et de restauration	0,0	0,2	0,1	0,1	-0,1	0,2	-0,0
Communications et information	0,0	0,0	-0,1	0,2	0,2	0,2	-0,0
Activités financières et d'assurances	-0,3	0,2	-0,0	0,2	-0,1	-0,0	0,1
Activités immobilières	0,1	0,1	-0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	-0,0	-0,1	0,1	-0,0	0,0	0,0	0,1
Activités de soutien aux entreprises et de bureau	0,0	0,0	0,2	0,0	-0,0	0,1	-0,0
Activités d'administration publique	0,1	0,1	0,3	0,6	0,6	0,4	1,0
Enseignement	0,3	-0,3	0,4	0,1	0,2	0,2	0,2
Activités de santé humaine et d'action sociale	-0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0
Autres services n.c.a	0,0	-0,1	0,0	0,1	0,1	0,2	0,2
(4) Total des valeurs ajoutées (1)+(2)+(3)	4,6	5,2	6,6	5,6	4,4	0,8	11,6
(5) Impôts sur les produits	-0,3	0,3	0,3	0,5	0,0	0,3	0,6
Produit Intérieur Brut = (4) + (5)	4,3	5,5	6,9	6,1	4,5	1,1	12,2

Source : Institut National de la Statistique

**Tableau annexe 12 : Contribution à la croissance du PIB en % (optique dépense)**

Libellés	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
(1) Dépense de consommation finale	3,2	4,3	2,7	4,6	5,8	1,9	8,8
Dépense de consommation finale privée	3,8	4,4	1,8	3,9	4,3	1,4	6,9
Dépense de consommation finale des APU	-0,5	-0,1	0,9	0,6	1,5	0,5	1,9
(2) Formation brute de capital (Investissement)	-1,9	1,6	5,9	3,0	0,1	0,4	6,8
(21) Formation brute de capital fixe	-3,8	3,7	4,9	3,6	-0,4	1,5	5,1
(22) Variation de stocks	1,9	-2,1	0,9	-0,6	0,4	-1,1	1,7
(3) Exportations nettes	3,0	-0,4	-1,7	-1,5	-1,4	-1,2	-3,4
Exportations de biens et de services	-1,6	2,3	0,1	0,4	-1,1	0,9	0,4
Importations de biens et de services	-4,6	2,6	1,8	1,8	0,3	2,1	3,8
Produit Intérieur Brut = (1) + (2) + (3)	4,3	5,5	6,9	6,1	4,5	1,1	12,2

Source : Institut National de la Statistique

GLOSSAIRE DES PRINCIPAUX TERMES UTILISEES

ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Les administrations publiques sont des entités créées par décision politique, et qui ont une autorité législative, judiciaire ou exécutive sur les autres unités institutionnelles dans un domaine donné. Les fonctions principales des administrations sont de fournir des biens et services à la communauté dans son ensemble ou aux ménages de manière individuelle, de se financer par des impôts ou d'autres revenus, de redistribuer les revenus par des transferts, et de produire des biens et services non marchands.

AGREGATS

Ce sont des grandeurs synthétiques qui mesurent le résultat de l'activité de l'ensemble de l'économie (ex : la valeur ajoutée, le revenu, la consommation, l'épargne, le produit intérieur brut).

BRANCHES D'ACTIVITE

Une branche d'activité se compose d'établissements engagés dans les mêmes types d'activités ou dans des types d'activités similaires.

COMPTES A PRIX CONSTANTS

Ce sont des comptes dans lesquels on cherche à éliminer l'effet de la variation des prix. On mesure pour cela les flux aux prix d'une année de référence ou bien on corrige les mesures faites aux prix courants par un indice approprié.

COMPTES A PRIX COURANTS

Ce sont des comptes dans lesquels les opérations sont évaluées aux prix effectifs convenus entre les parties. Les prix de marché constituent la référence de base pour la valorisation. En absence d'opération sur le marché, la valorisation est faite sur la base des coûts encourus ou par référence aux prix de marché pratiqués pour des biens ou des services analogues.

CONSOMMATION DE CAPITAL FIXE

C'est un coût de production qui représente l'usure normale du stock de capital fixe détenu par le producteur. La "normalité" exclut les destructions dues à la guerre ou à des catastrophes naturelles.

La consommation de capital fixe peut différer très

sensiblement de l'amortissement comptable des immobilisations dans la comptabilité des entreprises, notamment en cas d'inflation élevée.

Quand on soustrait cet agrégat des grandeurs brutes comme la valeur ajoutée brute ou l'épargne brute, on obtient des valeurs dites "nettes".

COMPTES EN VOLUME CHAINE

Ce sont des comptes à prix constant dans lesquels l'effet de la variation du prix est éliminé en mesurant les flux aux prix de l'année précédente. Le chainage des volumes se fait en multipliant les indices en volume des années, chaque indice ayant pour base l'année précédente.

CONSOMMATION INTERMEDIAIRE

C'est la valeur des biens et services consommés lors d'un processus de production. Ces biens et services peuvent être transformés ou simplement utilisés lors de ce processus.

Elle exclut l'achat par les entreprises d'œuvres d'art, de métaux précieux ou de bijoux. Elle ne comprend pas non plus l'usure de capital fixe. Par contre la location de biens de capital fixe (machines, bâtiments), les droits, commissions, royalties, etc., sont considérés comme étant des consommations intermédiaires.

CONTRIBUTION A LA CROISSANCE DU PIB

Elle permet de savoir dans quel sens et de combien une composante a participé à l'évolution du PIB constant.

DEFLATEUR DU PIB

Indice composite qui reflète la variation moyenne des prix des biens et services qui entrent dans la composition du PIB (PIB courant/PIB constant)

DEPENSE DE CONSOMMATION FINALE

C'est ce que paient les ménages résidents en biens et services pour leur consommation.

Ceci exclut l'achat ou la construction pour compte propre de logements ainsi que l'achat d'objets de valeur.

La dépense de consommation par les administrations



peut concerner des biens et services, marchands ou non marchands, collectifs ou individuels.

ECART STATISTIQUE

Lorsqu'on estime un agrégat en volume chainé, il en découle la perte de l'additivité entre l'agrégat et ses composantes. L'écart statistique est observable comme étant la différence entre la somme des composantes d'un agrégat et la valeur de l'agrégat.

EPARGNE INTERIEURE BRUTE

Produit intérieur brut moins la dépense de consommation finale totale.

Les sociétés n'ayant pas de consommation finale, leur épargne est égale à leur revenu disponible.

EXPORTATIONS FAB

C'est la valeur des marchandises majorée des frais de transport et d'assurance jusqu'à la frontière, non compris le montant des droits et taxes de sortie.

FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)

C'est la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans leur processus de production.

IMPORTATIONS CAF

C'est la valeur des importations (valeur de la marchandise au point de sortie du pays exportateur, plus les frais d'acheminement (fret et assurances) jusqu'à la frontière du pays importateur, mais avant tout paiement de droits ou de taxes d'entrée).

IMPOTS SUR LES PRODUITS

Ce sont des paiements sans contrepartie, en nature ou en espèces, effectués par les unités institutionnelles au bénéfice des administrations.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

C'est un indicateur de mesure de l'inflation au sein des pays membres de l'UEMOA. Cet indice est dit "harmonisé" car le même instrument de suivi de l'évolution des prix a été mis en place dans ces pays, en utilisant une méthodologie commune.

L'inflation peut être mesurée en glissement annuel ou en moyenne annuelle.

INFLATION EN GLISSEMENT ANNUEL

Variation des prix du mois de décembre de l'année courante par rapport au même mois de l'année précédente.

INFLATION EN MOYENNE ANNUELLE

Variation du rapport de la moyenne des indices des douze derniers mois à la moyenne des indices des douze mois précédents.

INTERMEDIATION FINANCIERE

C'est l'activité de production par laquelle une unité institutionnelle encourt des dettes en son nom propre, dans le but d'acquérir des actifs financiers en s'engageant dans des opérations financières sur le marché.

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE

Elle est définie comme une présentation des comptes du SCN sous forme matricielle qui développe les interrelations entre le tableau des ressources et des emplois et comptes sectoriels en vue, particulièrement, de l'analyse des relations entre les caractéristiques structurelles d'une économie et la distribution du revenu et des dépenses entre les groupes de ménages. La présentation qui est faite dans ce document est très agrégée et exclusivement exemplative.

MENAGES

C'est un secteur qui regroupe les activités d'entreprises individuelles des ménages. Ces activités peuvent relever du domaine du rural (agriculture, élevage, pêche et forêt) ou de celui de l'informel pur (toute activité économique non rurale et non enregistrée exercée par les ménages en tant qu'entrepreneurs individuels).

En dehors des activités d'entreprises individuelles, les ménages ont une fonction de consommation et de production de services de logements. Ils ont également une production non marchande de services domestiques.

NOMENCLATURE D'ACTIVITES

La définition des branches dépend d'une nomenclature d'activités. Celle-ci a un lien étroit avec celle des produits, puisque chaque activité se caractérise en particulier par les produits qu'elle réalise. En conséquence, activités et produits constituent deux approches complémentaires pour définir le contour effectif de la production.

OPERATIONS SUR BIENS ET SERVICES

Elles retracent l'origine des biens et services (ressources) utilisés par l'économie nationale et leurs différentes utilisations (emplois).

Le total des ressources en biens et services (production + importation) est nécessairement égal au total des emplois (consommation intermédiaire + consommation finale + formation brute de capital fixe + variations de stocks + exportations).

POINT DE POURCENTAGE

C'est l'unité de la différence entre deux pourcentages. Elle est calculée par la soustraction des deux valeurs indiquées en pour cent.

POSITION NETTE DU GOUVERNEMENT

C'est la position de l'Etat vis-à-vis du système bancaire.

PRIX NEGOCIE DE L'URANIUM

C'est le prix négocié entre les autorités nigériennes et les acheteurs.

PRODUCTION

La production peut être décrite d'une manière générale comme l'activité consistant à utiliser des "inputs" pour produire des "outputs".

Les outputs peuvent être des biens ou des services qui peuvent être délivrés à d'autres unités.

Les biens sont des objets physiques pour lesquels il existe une demande, sur lesquels on peut établir des droits de propriétés, et dont la propriété peut être transférée d'une unité à une autre.

Les services sont définis comme des "changements dans les conditions de consommation". Ces modifications peuvent être :

- des modifications sur un bien consommé : transport, nettoyage, réparation, transformation, etc.;
- des modifications dans la condition physique des personnes : transport, services de santé, coiffure, etc.;
- des modifications dans la condition mentale des personnes : éducation, activité de conseil, etc.;
- des modifications dans l'état économique de l'unité elle-même : assurance, intermédiation financière, protection, etc.

On distingue :

- **la production marchande** : ensemble des biens et services pouvant faire l'objet de vente ou d'achat sur le marché et qui sont produits par une unité marchande, c'est-à-dire dont les ressources proviennent pour la plus grande partie de la vente de sa production.

- **la production des services non marchands** : services fournis par les administrations publiques à la collectivité ou à des groupes particuliers de ménages, à titre gratuit ou quasi gratuit.

PRODUCTION POUR COMPTE PROPRE DES MENAGES

C'est la production par les ménages de biens et services destinés à la consommation finale ou à la formation brute de capital fixe de ces ménages.

PRODUIT INTERIEUR BRUT (PIB)

Lorsque l'on décompose l'activité de production d'une économie pendant une période donnée, on fait apparaître une création de valeur appelée valeur ajoutée. La somme des valeurs ajoutées des unités de production (ou des branches, ou des secteurs.) constitue la valeur créée dans l'ensemble de l'économie, appelée Produit Intérieur Brut.

On peut définir aussi le PIB comme la somme des rémunérations des salariés versées, des excédents bruts d'exploitation et des impôts liés à la production et à l'importation nets des subventions d'exploitation reçues (c'est-à-dire moins subventions).

On distingue :

- **Le PIB par tête** : PIB divisé par l'effectif de la population au 1^{er} juillet.
- **Le PIB à prix courants** : PIB évalué aux prix courants du marché (on parle aussi de PIB nominal).
- **Le PIB à prix constants** : PIB évalué aux prix constants du marché (on parle aussi de PIB réel).

REMUNERATION DES SALARIES

C'est le total des sommes versées par une entreprise à ses employés, en nature ou en espèce, en contrepartie de leur travail au cours de la période de compte.

La notion de "rémunération des salariés" suppose l'existence d'un contrat, formel ou non, entre l'employeur et l'employé, par lequel une personne touche un salaire en contrepartie d'un travail.

REVENU NATIONAL BRUT (RNB)

Il est égal au PIB augmenté des revenus du travail et de



la propriété provenant du reste du monde et diminué des revenus du travail et de la propriété versés au reste du monde.

REVENU MIXTE

C'est l'ensemble des revenus des ménages résultant des activités productrices d'une entreprise non constituée en société appartenant à un ménage et du travail d'un ménage en tant qu'employé.

SECTEUR INFORMEL

Encore appelé secteur non structuré, il regroupe les unités productrices qui ont une activité non enregistrée et/ou dépourvue de comptabilité formelle écrite.

SECTEUR INSTITUTIONNEL

C'est un ensemble d'unités institutionnelles qui ont un comportement économique analogue. Pour caractériser ce comportement, on utilise la fonction économique principale et/ou les ressources principales. Les unités institutionnelles sont classées en quatre secteurs institutionnels : sociétés non financières, sociétés financières, administrations publiques et ménages.

SECTEUR MODERNE

Également appelé secteur formel, secteur structuré ou secteur organisé sur le plan comptable, il regroupe les unités productrices qui fournissent (ou devraient fournir) des informations économiques (DSF ou autres documents comptables) et/ou qui ont des structures de production dites modernes.

SECTEUR PRIMAIRE

Il comprend essentiellement les activités liées à la transformation du milieu naturel : agriculture, chasse, pêche et forêt.

SECTEUR PRIVE

Il comprend l'ensemble des entreprises dont le capital est détenu par des personnes physiques, des personnes morales privées ou des sociétés privées.

SECTEUR SECONDAIRE

Il regroupe les activités industrielles (y compris les industries extractives).

SECTEUR TERTIAIRE

Il inclut tout ce qui n'est pas classé dans le secteur

primaire ou dans le secteur secondaire. Il est formé principalement des activités de services (commerce, transports, banques, assurances, administrations).

SERVICES D'ASSURANCES

L'activité d'assurance consiste à fournir individuellement à des unités institutionnelles exposées à certains risques une protection financière contre les conséquences que pourrait avoir la réalisation de ces risques.

SERVICES D'INTERMEDIATION FINANCIERE

La production du service d'intermédiation financière, appelée "Service d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurée" (SIFIM) est mesurée par la différence entre les revenus de la propriété perçus (intérêts sur les prêts accordés) et les revenus de la propriété versés (intérêts payés). Les intérêts perçus excluent les intérêts sur fonds propres.

SOCIETES FINANCIERES

Elles regroupent les institutions de crédit et les entreprises d'assurance. Il s'agit de sociétés ayant une activité d'intermédiation financière ou une activité d'auxiliaire financier.

SOCIETES NON FINANCIERES

Les sociétés (ou quasi-sociétés) non financières sont des sociétés ou quasi-sociétés dont l'activité principale consiste à produire des biens ou des services non financiers marchands. Le secteur des sociétés non financières se compose de l'ensemble suivant d'unités institutionnelles résidentes :

- Toutes les sociétés non financières résidentes, indépendamment de la résidence de leurs actionnaires ;
- Toutes les quasi-sociétés non financières résidentes, y compris tous les établissements ou les succursales d'entreprises non financières étrangères qui sont engagés, sur une importante échelle et pour une longue durée, dans la production sur le territoire économique du pays ;
- Toutes les institutions sans but lucratif résidentes qui sont des producteurs marchands de biens ou de services non financiers.

SOLDE BUDGETAIRE DE BASE

C'est l'ensemble des recettes courantes diminuées des dépenses courantes et des dépenses en capital sur ressources propres.

SUBVENTIONS

Ce sont des versements sans contrepartie opérés par les administrations, éventuellement non-résidentes, au profit des entreprises, et qui sont fonction du niveau de leur activité ou de la quantité ou de la valeur des biens et services qu'elles produisent, vendent ou importent.

Elles ont pour objet d'influencer les niveaux de production, les prix auxquels sont vendus les produits, ou le revenu de l'entreprise.

TAUX DE COUVERTURE DU COMMERCE EXTERIEUR

Rapport de la valeur des exportations de biens sur la valeur des importations de biens.

TAUX DE CROISSANCE DU PIB REEL

L'augmentation en volume du PIB entre deux périodes ; il donne la performance d'une économie, le rythme de création de sa richesse.



NOMENCLATURE NATIONAL DES ACTIVITES-NATIONAL NOMENCLATURE OF ACTIVITIES

CODES	Correspondance CIT/ISIC	INTITULES	DESCRIPTION
A10	01	Agriculture et activités annexes	Agriculture and related activities
A20	01	Elevage, chasse et activités annexes	Animal production, hunting and related activities
A30	02	Sylviculture, exploitation forestière et activités annexes	Forestry, logging and related activities
A40	03	Pêche, pisciculture et aquaculture	Fishing, aquaculture and related activities
B10.1	06	Extraction d'hydrocarbures	Extraction of crude petroleum and natural gas
B10.2	07	Extraction de minéraux d'uranium	Extraction of uranium ores
B10.3	07	Extraction de minéraux d'or	Extraction of gold ores
B10.4	08	Extraction de pierres, sables et argile	Extraction of stones, sand and clay
B10.5	08	Autres activités extractives et de soutien	Other extractive activities and support service
C10.1	10 à 12	Fabrication de produits alimentaires, boissons et tabacs	Manufacture of food products, beverages and tobacco
C10.2	13 à 15	Fabrication de textiles, d'habillement et de cuir	Manufacture of textiles, clothing and leather
C10.3	17,18	Fabrication de papier, imprimerie et reproduction	Manufacture of paper, printing and reproduction
C10.4	19	Cokéfaction et raffinage pétrolier	Manufacture of coke and refined petroleum products
C10.5	20, 21	Fabrication de produits chimiques et pharmaceutiques	Manufacture of chemical and pharmaceutical products
C10.6	23	Ciment et autres produits minéraux	Cement and other mineral products
C10.7	16- 22, 24-33	Autres activités de fabrication	Other manufacturing
D10	D	Production et distribution d'électricité, de gaz et de vapeur	Production and distribution of electricity, gas and steam
E10	E	Production et distribution d'eau, assainissement, gestion déchets	Production and distribution of water, sanitation, waste management
F10	F	Construction	Construction
G10.1	45	Commerce, réparation de véhicules automobiles et de motocycles	Sale and repair of motor vehicles and motorcycles
G10.2	46, 47	Commerce de gros et de détail	Wholesale and retail Trade
H10	H	Transports et entreposages	Transport and Storage
I10	I	Hébergement et restauration	Accommodation services, food and beverage service activities
J10	J	Information et communication	Information and communication
K10	K	Activités financières et d'assurances	Financial and insurance service activities
L10	L	Activités immobilières	Real estateactivities
M10	M	Activités professionnelles, scientifiques et techniques	Professional, scientific and technical activities
N10	N	Activités de soutien et de bureau	Support and office activities
O10	O	Activités d'administration publique	Public administration
P10	P	Education	Education
Q10	Q	Activités de santé humaine et d'action sociale	Human health and social work activities
R10	R	Autres activités de services n.c.a	Other service activities



Institut National
de la Statistique

NIGER